

ANNEXE AU TEXTE

(Réponse aux arguments avancés au cours de la discussion de cellule)

Il ne faut pas opposer fraction et tendance.

Cette opposition a été faite par de nombreux textes dans la Ligue depuis la résolution du CC en octobre et à commencer par cette résolution elle-même. Notre texte n'oppose pas fraction et tendance, il les situe chacune dans sa spécificité, chacune à son niveau, mais il se garde de les confondre, ce qui a été fait trop souvent pour la plus grande confusion de la discussion.

Le texte développe une conception « organisationnelle » de la tendance sans cependant dire quel sera le programme de celle-ci.

Effectivement la tendance n'est pas un simple « courant de pensée », spontané et organisé, c'est une structure, sinon pourquoi proposerions nous d'œuvrer à sa constitution, mais c'est une structure différente de celle de la fraction, comme nous l'avons déjà précisé : la fraction n'est que le prolongement de l'organisation politique communiste dans le syndicat ; la tendance est un front. C'est pourquoi nous ne saurions définir par avance son « programme ». Dans l'œuvre de constitution de la tendance, nous venons à nos partenaires avec notre programme, mais non comme un ultimatum. Notre organisation doit par ailleurs définir la limite minimum au-delà de laquelle le front qu'est la tendance ne saurait plus répondre à ce que nous en attendons. Cette limite est fournie par le nom que nous lui donnons « Lutte de classe ». Ceci est la ligne fondamentale que nous opposons aux courants de collaboration de classe.

Une telle tendance ne saurait se constituer du fait de la faiblesse de notre implantation ouvrière.

La tendance ne peut se constituer d'un seul coup, aussitôt prise la décision de la former, comme c'est le cas de la fraction. Elle est un processus. Nous commencerons à la constituer là où nous serons en état de le faire. Comme le réalisme de la ligne de la constitution de la tendance réside en ceci que presque tous les courants de l'extrême-gauche se posent aujourd'hui plus ou moins consciemment ce problème, cette ligne permettra précisément de faire fond sur les forces des autres, nos partenaires (LO, PSU, etc.)

C'est précisément parce que notre implantation est faible que la ligne de constitution de la tendance répond aux nécessités défensives et offensives auxquelles nos forces isolées (fraction) sont incapables de faire face.

Une telle tendance, par le poids des « autres » deviendrait très vite anti-communiste.

Nous sommes les communistes. L'anti-communisme est l'opposition à notre ligne et à notre organisation. La politique stalinienne n'a pas cessé de nourrir l'anti-communisme, mais nous sombrerions nous-mêmes dans la mystification du « stalinisme : communisme » si nous considérions que nous devons rejeter l'alliance conjoncturelle des courants du mouvement ouvrier dont l'antistalinisme se teinte d'anti-communisme. Il faudrait à ce titre ne faire aucune alliance avec le PSU, voire avec LO. En réalité, surtout dans les syndicats, la lutte contre les bureaucrates, et en particulier contre la bureaucratie stalinienne, exige l'alliance sur des positions nettes de lutte de classe avec tous les courants antibureaucratiques, y compris les anarchistes.

Ce sont des fractions qu'ont le PCF et la SFIO dans les syndicats, non des tendances ; cela ne montre-t-il pas qu'à chaque organisation politique doit correspondre une fraction ?

D'abord, encore une fois, il ne s'agit pas d'opposer fraction à tendance, et, par conséquent, de nous refuser le droit à l'organisation en fraction. Mais ensuite, nous n'avons aucune leçon à prendre de l'organisation actuelle du PCF et de la SFIO (FM). Leur organisation en fraction est à la fois l'expression de leur faiblesse politique et de leur bureaucratisation.

La tendance n'est pas antagonique à la direction bureaucratique, seule la fraction oppose à cette direction une ligne à une ligne.

Il s'agit d'une pétition de principe. La tendance qui s'organise sur la ligne de la « Lutte de classe » sera entièrement antagonique aux directions bureaucratiques dont les principes sont ceux de la collaboration de classes.

Inversement, considérer que seul le programme de la Ligue peut s'opposer comme antagonique à ceux des directions bureaucratiques, c'est attribuer à la Ligue la fonction du Parti Révolutionnaire réalisé, c'est-à-dire déjà direction effective d'une partie importante (quoiqu'encore minoritaire) de la classe.

Le texte ne définit pas sur quelles perspectives il se place.

C'est inexact. Nous n'avons pas cru nécessaire, pour établir la nécessité d'une ligne syndicale de partir d'une analyse de la situation internationale et nationale, dans la mesure où il ne nous semble pas que ce soit ce qui est en ce moment en question. Mais ce texte se place devant la perspective nette (et inabordable de tous les autres textes actuellement soumis à la discussion) de toute une période de contre-offensive décidée du pouvoir bourgeois en alliance (masquée) avec les bureaucraties ouvrières, contre la gauche révolutionnaire.

Dans une telle perspective, il n'y a pas d'autre voie que l'enracinement de l'organisation dans la classe ouvrière, ligne décidée par la Ligue. Mais cette orientation générale ne répond pas à tous les problèmes, en particulier, elle ne répond pas à la ligne de lutte des bureaucraties syndicales contre des adversaires révolutionnaires divisés et mal implantés. Tout l'avenir dépendra de la façon dont nous répondrons à cette offensive.

Si, tout en répétant le mot de Lénine, que la conscience spontanée de la classe ouvrière est trade-unioniste, nous voulons cependant imposer à la classe l'ultimatum du ralliement à notre politique, nous permettrons à l'adversaire bureaucratique de nous battre séparés de nos alliés naturels, les autres courants menacés comme nous. La compréhension de plus en plus lancinante, de cette communauté de danger est un facteur favorable à la constitution d'une tendance.

Notre but est la constitution du parti, pas l'élaboration d'une politique syndicale.

Nous ne constituerons pas un parti révolutionnaire en faisant de la propagande avec des journaux de boîte, mais en dirigeant des ouvriers, et cela à partir de leurs luttes quotidiennes. L'élaboration permanente de notre programme de transition ne peut se faire qu'à partir du niveau actuel des luttes, donc des luttes syndicales. Repousser la construction de la tendance au nom de la construction du parti révolutionnaire, c'est de l'ultra-gauchisme et, en dernier ressort, une attitude petite-bourgeoise.

Vérification No1-

Dans le No64 de Rouge, tirant les leçons du congrès de la CFDT, M.Buzard faisait —probablement au nom de la direction— une autocritique de l'incompréhension de l'importance de la tendance de gauche (Krumnov). Des leçons ont-elles été tirées ? Et dans ce cas, lesquelles ? A notre avis, ce ne pourrait être que celle de la nécessité d'un engagement profond de nos camarades dans cette tendance. Mais si la ligne doit être modifiée pour la CFDT, comment ne pas voir qu'il faut la modifier pour toutes les centrales ? Attendra-t-on l'occasion d'une nouvelle autocritique ?

Vérification No2-

Comme nous le prévoyions dans notre texte, la répression bureaucratique commence à frapper les militants des CAO. Un délégué de l'AFP, membre de cette fraction, vient d'être exclu de la fédération du livre CGT, ce qui est d'autant plus grave qu'il s'agit de la fédération CGT où subsistait jusqu'ici un minimum de démocratie du fait qu'elle n'avait pas été brisée par la scission syndicale de 1948, et que des syndicats à direction réformiste et syndicaliste-révolutionnaire y subsistent.

Pourtant, d'autres menaces de sanction se précisent dans cette fédération même. Ce serait l'occasion pour nous de faire des propositions nouvelles au PSU et à LO ainsi qu'aux syndicalistes révolutionnaires avec lesquels nous sommes en liaison. Demain, il risque d'être trop tard.